

SMITH, Denis, *Diplomacy of Fear — Canada and the Cold War 1941-1948*. Toronto, University of Toronto Press, 1988. 289 p.

André-Pierre Donneur

Volume 43, numéro 2, automne 1989

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/304805ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/304805ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Donneur, A.-P. (1989). Compte rendu de [SMITH, Denis, *Diplomacy of Fear — Canada and the Cold War 1941-1948*. Toronto, University of Toronto Press, 1988. 289 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 43(2), 277–279.  
<https://doi.org/10.7202/304805ar>

SMITH, Denis, *Diplomacy of Fear - Canada and the Cold War 1941-1948*. Toronto, University of Toronto Press, 1988. 289 p.

Il s'agit d'un ouvrage, remarquablement documenté, sur les origines de la Guerre froide et la place du Canada dans ces événements. L'auteur a utilisé largement les documents publics tant au Canada qu'au Royaume-Uni, les papiers personnels disponibles et les témoignages des principaux acteurs, ainsi que l'essentiel des travaux sur la question.

L'objectif de l'auteur est «d'examiner comment le gouvernement canadien a vu les confusions politiques des années d'après-guerre de sa perspective unique située entre la Grande-Bretagne et les États-Unis et comment il leur a répondu» (p. 7). Pour ce faire, tout au long de son ouvrage, il analyse des documents du ministère des Affaires extérieures, qui sont des études prospectives, dues à la plume de nos plus brillants diplomates de l'époque.

Dès juin 1940, l'un de ceux-ci, Hugh L. Keenleyside, dans un document intitulé «Synopsis pour reconsidérer la politique extérieure canadienne avec référence aux États-Unis d'Amérique», voit très bien que la guerre réduira la puissance britannique et, au contraire, développera celles des États-Unis et de la Russie. Dans une telle perspective, «les États-Unis requerront la coopération canadienne dans la défense» de l'Amérique du Nord et la négociation d'une telle alliance va «devenir inévitable». Moins de deux mois plus tard, le premier ministre canadien Mackenzie King signait avec le président Roosevelt l'accord d'Ogdensburg qui créait le Comité conjoint permanent de défense.

En décembre 1941, tant Norman A. Robertson que H.L. Keenleyside s'inquiètent du manque de considération que les États-Unis accordent au Canada. En janvier 1942, Escott Reid, plus virulent que ses deux collègues, constatant aussi le peu de poids du Canada à Washington, s'en prend à l'attitude canadienne: «nous avons été traités en enfants, parce que nous avons refusé de nous comporter en adultes». Pour que le Canada joue un rôle à sa mesure, il propose de transformer le ministère des Affaires extérieures en un «organisme de planification, de réflexion et de création» et de renforcer la légation canadienne à Washington.

Avec le tournant de la guerre favorable aux alliés à compter de l'automne 1942, la préparation de l'après-guerre est à l'ordre du jour. Dans un document d'avril 1943, Escott Reid s'interroge sur «le plus difficile problème» qui va se poser, celui de «la coopération de défense entre le Canada et les États-Unis». D'emblée, il affirme qu'«on ne peut pas exclure la possibilité qu'il puisse y avoir, un moment donné, une guerre entre les États-Unis et l'URSS». Reid

avance alors une idée qui sera un leitmotiv de la politique canadienne durant plusieurs années: la participation du Canada aux institutions internationales et à un système de sécurité collective sera le moyen «d'échapper à la subordination à Washington».

Une série de documents fort intéressants, dont l'auteur fait largement état, sont les longues dépêches envoyées dès 1943 par l'ambassadeur du Canada en URSS, Dana Wilgress. Dès le début, Wilgress perçoit la volonté soviétique de s'assurer la reconnaissance d'une sphère d'influence en Europe de l'Est. Il préconise, lui aussi, un système de sécurité collective comme la meilleure politique à promouvoir par le Canada. Le 16 avril 1945, un long memorandum, écrit par un jeune diplomate de l'ambassade du Canada à Moscou, Arnold C. Smith, le futur secrétaire général du Commonwealth, préconise une politique de fermeté à l'égard de l'URSS, qui anticipe sur celle que George Kennan — que Arnold Smith fréquentait — recommandera au Département d'État des États-Unis en février 1946.

L'affaire Gouzenko, ce chiffreur de l'ambassade soviétique qui révéla aux autorités canadiennes, le 6 septembre 1945, l'existence d'un vaste réseau d'espionnage soviétique au Canada, fit paniquer Mackenzie King et Norman Robertson, son sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Ils allèrent en discuter à Washington avec Truman et Acheson dès la fin septembre et, en octobre, avec Attlee et Bevin à Londres. Truman, Attlee et King signèrent à Washington et diffusèrent le 15 novembre une déclaration conjointe sur le contrôle de l'énergie atomique, affirmant que l'énergie atomique devait être utilisée à des fins pacifiques et proposant la création d'une Commission des Nations Unies pour éliminer les armes atomiques et superviser l'usage de cette énergie. En ce qui a trait au cas Gouzenko, les trois hommes d'État décidèrent que le premier ministre King ferait une déclaration publique dans la semaine du 25 novembre. Mais celui-ci différa toute action. Finalement, c'est un journaliste de Washington, sur la base d'informations fournies par William Stephenson de la Coopération britannique de sécurité, qui révéla le cas Gouzenko, le 3 février 1946. Forcé d'agir, Mackenzie King fournit au Cabinet les informations qu'il avait entre les mains, fit procéder à quatorze arrestations, convoqua les diplomates soviétiques, mais protesta mollement, soucieux de conserver des relations amicales avec l'URSS. Le gouvernement soviétique, de son côté, reconnut les faits, dénonça les actes inadmissibles de ses agents et s'excusa. Cette situation n'empêcha pas Mackenzie King, qui avait été consulté préalablement par Churchill, d'approuver sans réserve le discours prononcé le 5 mars par ce dernier à Fulton, au Missouri, dans lequel il déplorait le «rideau de fer», qui s'était abaissé sur l'Europe de l'Est de Stettin à Trieste.

À la suite de longs échanges de vue au niveau diplomatique et à celui des états-majors, Mackenzie King rencontra Harry Truman le 28 octobre 1946 à la Maison blanche pour discuter de la défense de l'Amérique du Nord. Les deux leaders tombèrent d'accord en principe pour une coopération étroite. Habilement, ce qui fut négocié se présenta essentiellement comme la continuation de l'accord d'Ogdensburg. Le premier ministre déclara à la Chambre des Communes, le 12 février 1947, que la coopération militaire entre le Canada et les États-Unis continuerait par le truchement du Comité conjoint permanent de défense, sous forme d'échanges limités de personnel, de tests et d'exercices communs, d'encouragement à la standardisation, d'usage mutuel de bases et du maintien de leur souveraineté.

Dans un document daté du 30 août 1947, Escott Reid préconisait la création d'une alliance militaire régionale des pays occidentaux. Le Canada, qui n'avait pas d'autre option, pourrait exercer, dans le cadre de cette alliance, une influence à Washington «hors de proportion». Durant l'automne 1947, Mackenzie King, à la suite d'un voyage à Londres et notamment de l'entretien qu'il y eut avec Churchill, s'effraya de la possibilité d'une guerre avec l'URSS. Mais les responsables du ministère des Affaires extérieures, bien informés, n'y accordèrent pas d'importance. Par contre, King resta passif devant le coup de Prague de février 1948 et c'est Louis Saint-Laurent qui prit sur lui de condamner ce «cas effrayant de totalitarisme communiste en action». Mais déjà Attlee, dans un message à King du 11 mars, pressait à la conclusion d'un «pacte régional atlantique d'assistance mutuelle», que King accepta aussitôt.

Ce qui ressort de cet ouvrage, que son auteur a délibérément choisi de situer au niveau des acteurs individuels, c'est l'étrange personnalité de Mackenzie King. Cet être «piétiste, prudent, neurotique et ignorant de la politique internationale» apparaît comme dépassé par les événements. Par contraste, les remarquables diplomates, qui sont dans les postes clés des Affaires extérieures, gardent la tête froide, font des analyses lucides et, avec l'aide et le truchement de certains ministres, conduisent aux décisions qui s'imposent et orientent le Canada vers l'Alliance atlantique, qui lui donnera le maximum de marge de manoeuvre possible dans le monde d'après-guerre.

*Université du Québec à Montréal  
et Université de Genève*

ANDRÉ-PIERRE DONNEUR